



## BUREAU COMMUNAUTAIRE

17 JANVIER 2024

### DECISION N° 2024-006-DB

Le dix-sept janvier mille vingt-quatre à 17h30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le onze janvier deux mille vingt-quatre et sous la présidence de Sylvie PRISSET, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente

#### Membres présents :

*Vice-Présidents* : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Frédéric MORTIER (de 003 à 006), Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 004 à 006), Grégory PIERRE, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

*Conseillers délégués* : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

*Conseillers* : Arnel FROGET, Jean-Philippe RETIF (de 003 à 006), Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN,

#### Excusé(s) :

Jackie GOULET CLAISSE, Nicole MOISY, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA, Laurent NIVELLE, Gilles TALLUAU, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA

#### Dont excusés ayant donné pouvoir :

Jackie GOULET CLAISSE à Sylvie PRISSET, Marc BONNIN à Eric MOUSSERION, Béatrice BERTRAND à Jean-Philippe RETIF (de 003 à 006), Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Laurent NIVELLE à Jacqueline TARDIVEL, Gilles ROUSSILLAT à Armelle PONCET, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON

**Secrétaire de séance : Pierre-Yves DELAMARE**

	DB 001 à 002	DB 003	DB 004 à 006
Membres en exercice	51	51	51
Quorum	26	26	26
Présents	29	31	32
Absents - Excusés	22	20	19
Pouvoirs	6	7	7
Votants	35	38	39

### DIGUE DE L'AUTHION - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES DIGUES DOMANIALES DE LOIRE POUR LES COLLECTIVITÉS EXERÇANT LA COMPÉTENCE DE PRÉVENTION DES INONDATIONS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, en application des lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015), les EPCI à fiscalité propre se sont vus confier la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) incluant la gestion des systèmes d'endiguement non domaniaux. En ce qui concerne les digues domaniales (propriété de l'État), cette loi prévoit que l'État continue d'assurer leur gestion pour le compte des EPCI compétents pendant une durée de dix ans, soit jusqu'au 27 janvier 2024.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est concernée par le système d'endiguement du Val d'Authion, communément appelée « digue de l'Authion ». Cet ouvrage concerne également 5 autres EPCI (Angers Loire Métropole, CC Baugeois Vallée, CC Anjou Loire et Sarthe, CC Touraine Val de Loire et CC Chinon Vienne et Loire) et est actuellement géré par l'État par l'intermédiaire de la DDT 37 et de la DDT 49.

Depuis fin 2021 et afin d'anticiper au mieux ce transfert de gestion, un important travail de préparation a été réalisé entre les EPCI concernés, les services de l'État et l'EP Loire (Établissement Public Loire). Néanmoins, certains points n'ayant pu être tranchés, deux décrets n°2023-1074 et 2023-1075 ont été publiés le 21 novembre derniers afin de préciser les modalités opérationnelles et financières de ce transfert de gestion, et notamment :

- Les ouvrages constitutifs de la digue restent propriété de l'État et sont mis à disposition des EPCI ;
- L'EPCI bénéficiaire de la mise à disposition de la digue domaniale assume l'ensemble des obligations du propriétaire (gestion de l'ouvrage, autorisation de son occupation temporaire, perception des produits, action en justice en lieu et place du propriétaire) ;
- L'EPCI bénéficiaire de la mise à disposition de la digue domaniale est substitué à l'État dans l'ensemble de ses droits et obligations nés des contrats et marchés publics conclus pour les besoins de la gestion de la digue domaniale. À la demande de l'EPCI, l'exécution des marchés publics de travaux ou de services en cours à la fin de la période transitoire peut être poursuivie par l'État au-delà de ce terme et pour une durée strictement nécessaire au bon achèvement des travaux et prestations ;
- L'État s'engage à subventionner les travaux sur les digues domaniales à hauteur de 80% pour les opérations engagées avant fin 2027. À compter de 2028 et jusqu'en 2035, la subvention à hauteur de 80% est conditionnée à l'inscription des travaux au PAIC (projet d'aménagement d'intérêt commun) ;
- Une soulte de 33,4 M€ est prévue par l'État pour l'ensemble du bassin de la Loire au titre de soutien financier complémentaire pour les EPCI. Les versements seront effectués directement à l'EP Loire et pourront financer uniquement les travaux d'investissements sur les digues domaniales.

À compter du 28 janvier 2024, la CASVL et les 5 EPCI précités devront donc assurer la gestion de la digue domaniale, qui reste propriété de l'État. Cette gestion sera déléguée à compter de cette date à l'EP Loire, via une convention de délégation de gestion approuvée lors du bureau décisionnel du 30 novembre 2023.

À la suite des différentes discussions ayant eu lieu avec les services de l'État (Préfecture de Région et DREAL), il est prévu que l'État maintienne un service d'un an pour répondre aux interrogations des nouveaux gestionnaires. Par ailleurs, l'État poursuivra les marchés de travaux et d'études en lien avec les travaux engagés (listés dans la convention), les autres marchés seront transférés à l'EP Loire (article 5.3).

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

**Vu** la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

**Vu** la délibération n° 21-16 du Comité syndical de l'Établissement Public Loire du 10 mars 2021 relative à l'anticipation du transfert de gestion de digues domaniales à l'horizon 2024 ;

**Vu** la décision n°2018/041 du Bureau communautaire du 29 mars 2018 approuvant la délégation à l'État par convention de la gestion de la digue domaniale de l'Authion jusqu'au 28 janvier 2024 ;

**Vu** la décision n° 2023-017-DB du Bureau communautaire du 02 février 2023 approuvant la convention 2023 pour la mission de préfiguration de la reprise en gestion des systèmes d'endiguement rattachés à la plateforme de l'EP Loire d'Angers ;

**Vu** les deux décrets n°2023-1074 et 2023-1075 publiés le 21 novembre 2023 relatifs aux modalités de ce transfert de gestion ;

**Vu** la décision n°2023-136 DB du Bureau du 30 novembre 2023 relative à la "Convention de délégation de gestion des digues de protection contre les inondations – Fonctionnement de la plateforme d'Angers (2024-2028)" ;

**Vu** l'information donnée lors de la commission GEMAPI du 14 décembre 2023 ;

**Considérant** la nécessité de devoir signer la convention de mise à disposition avant le 28 janvier 2024 ;

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** la convention de mise à disposition des digues domaniales de Loire pour les EPCI exerçant la compétence GEMAPI ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**Le Bureau communautaire approuve la proposition.**

Résultat des votes :

Pour : 37- Contre : 0 - Abstention : 2

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET-CLAISSE

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*